

Déclaration liminaire du SE-Unsa

CAPD du 14 septembre 2017

Cette rentrée, première du nom sous l'ère du président Macron, génère des inquiétudes dans les rangs des écoles... Si celle-ci est sensée s'inscrire dans la continuité de la Refondation engagée par le précédent gouvernement, la nouvelle année scolaire supportera difficilement des mesures telles que la suppression massive de contrats aidés ! D'autre part, les fonctionnaires que nous sommes vivons mal les annonces du gel du point d'indice et du retour au jour de carence !

Dans sa lettre aux professeurs, notre Président souhaite leur "redonner la capacité d'innover, de déployer des méthodes efficaces et créer les conditions concrètes de la réussite de tous les élèves". Il n'hésite pourtant pas à supprimer des postes d'assistants de vie scolaire (CUI AED) qui impacteront le travail administratif des directeurs d'école, la vie scolaire des établissements du 2nd degré et le renouvellement nécessaire des AESH conditionnés par des besoins croissants !

Pour le SE-Unsa, 2017 doit concrétiser les avancées du PPCR avec une amélioration des carrières des agents de l'état et donc de celle des enseignants. Dans cet esprit, bienveillance et confiance devraient être accordées aux professeurs, par les familles mais aussi par notre administration locale et notre ministère.

S'agissant des nouveautés de la rentrée, nous tenons à faire part d'une certaine confusion sur l'organisation des évaluations au regard des remontées du terrain. La commande ministérielle a semblé peu claire. Evaluations à l'entrée du CP, en 6e; et en CE2 ? Obligatoire ou non ? Avec quels outils et où se les procurer ?

Le SE-Unsa, ne se contentera pas de bonnes intentions et demande, dès à présent, que les conditions d'exercice des collègues soient davantage prises en considération tant au niveau des affectations que de la gestion des personnels. Notre organisation syndicale ne supporte plus l'absence de solution pour les collègues restant éloignés de leur famille malgré leur participation réitérée au mouvement inter ou intra départemental.

Nous déplorons encore qu'un certain nombre de nos collègues aient été contraints d'aborder la rentrée sans pouvoir la préparer en raison de nominations de dernière minute ou de changement d'affectation à quelques jours de la rentrée des classes. Cet inconfort, pour ne pas dire ce stress, impacte l'ensemble de la communauté éducative : élèves, enseignants et parents.

D'autre part, nous tenons à exprimer notre désaccord, quant à la dégradation des moyens humains dévolus aux RASED, particulièrement sur la circonscription de Grenoble 5, qui voit, cette année, deux collègues enseignantes E non complétées, lors de leur décharge syndicale. Les élèves en difficulté et les équipes des écoles du secteur, n'ont pas à faire les frais, du manque de moyens départementaux, moyens pourtant accordés nationalement à nos organisations respectives.

Patrick MAUREY

*Secrétaire départemental
du SE-Unsa Isère*